

Le « non » d'élus alsaciens à la sortie du Grand Est



Jeanne Barseghian, ici avec Emmanuel Macron, fait partie des maires d'Alsace à vouloir rester dans le Grand Est.

Photo Jean-Marc Loos

Source : Dernières Nouvelles d'Alsace – 9 mai 2024

Région

« Nous vous demandons de vous opposer, comme vous l'avez fait au printemps 2023 à toute tentative de redécoupage de notre région. Elle aurait d'autres conséquences ailleurs en France entraînant, de fait, une fragmentation de l'action publique et de l'unité républicaine. »
Peut-on lire dans ce courrier adressé au président et signé par une quarantaine de maires et présidents de métropoles et agglomérations du Grand Est.

Décentralisation

Des maires d'Alsace contre la sortie du Grand Est

Une quarantaine de maires et présidents de métropoles et agglomérations du Grand Est dont plusieurs élus alsaciens demandent au président de la République de s'opposer au projet de sortie de l'Alsace du Grand Est. C'est un nouveau chapitre de la guerre d'influence qui oppose la CEA et la région, dans la perspective de la future loi de décentralisation.

européenne d'Alsace (CeA) et le contenu a été dévoilé par nos confrères de France Bleu ce mercredi.

Il est signé par 36 élus de grandes villes et métropoles du Grand Est, dont Pia Imbs, la présidente (sans étiquette) de l'Eurométropole de Strasbourg, la plus grande agglomération de la région, ainsi que par la maire écologiste de Strasbourg Jeanne Barseghian, la maire de Mulhouse Michèle Lutz, mais aussi les maires de Haguenau, Claude Sturni (vice-président de la région), d'Obernai Bernard Fischer (conseiller régional de la majorité) ou encore de Saverne Stéphane Leyenberger. Le maire de Heidwiller, Gilles Fremiot, est également signataire.

Avant son déplacement à Strasbourg le 26 avril pour la signature du contrat triennal, le président de la République a été destinataire de deux courriers de soutien à la région Grand Est. Leur existence n'avait pas été rendue publique avant l'étape strasbourgeoise.

Les maires de Strasbourg, Mulhouse, Haguenau, Obernai...

Le premier est cosigné par 38 parlementaires de droite, du centre et de gauche, mais il n'y a pas d'Alsaciens parmi les signataires.

Le second est encore plus important en termes de portée politique. Son existence avait été révélée vendredi par le président de la Collectivité

Contre « toute tentative de redécoupage »

Ces élus ont la particularité en outre, hormis Mmes Lutz et Barseghian, d'être présidents d'intercommunalités. Le président de Mulhouse Alsace agglomération (M2A) Fabian Jordan n'a pas souhaité signer. Le vice-président alsacien de la région Thibaud Philipps, maire d'Illkirch ne signe pas parce qu'il n'est pas



Lors de la visite d'Emmanuel Macron à Strasbourg, le 26 avril dernier. Photo Jean-Marc Loos

en charge d'une intercommunalité, explique-t-il.

Ce courrier est, à quelques phrases près, le même que celui signé par les parlementaires. Il défend le périmètre de la grande région et demande très officiellement à Emma-

nuel Macron de s'opposer au projet politique de la Collectivité européenne d'Alsace, dont l'exécutif veut en faire à la fois un département et une région : « Aujourd'hui, la région Grand Est a parfaitement trouvé sa place aux côtés des

autres collectivités territoriales. Son émergence et son influence n'ont, en rien, affecté les identités locales. Bien au contraire, les soutiens en investissements n'ont jamais été aussi importants. » Le courrier défend la région

dans sa politique de réindustrialisation, de transport, de défense de Strasbourg capitale siège d'institutions européennes. Et les cosignataires d'ajouter : « Nous vous demandons de vous opposer, comme vous l'avez fait au printemps 2023 à toute tentative de redécoupage de notre région. Elle aurait à n'en pas douter, d'autres conséquences ailleurs en France entraînant, de fait, une fragmentation de l'action publique et de l'unité républicaine », écrivent les signataires.

Une réunion le 14 mai

Lors de sa visite en Alsace, Emmanuel Macron a fermé la porte à un redécoupage de la grande région, proposant toutefois de nouvelles compétences pour la CeA et demandant à son président de négocier avec son homologue de la région Franck Leroy sur le sujet. Une première réunion doit avoir lieu mardi 14 mai à la préfecture de Strasbourg sous l'égide de la préfète Josiane Chevallier. Et ce dans la perspective d'une future loi de décentralisation annoncée pour la fin de l'année.

● Olivier Claudon

Guerre d'influence entre Leroy et Bierry

Sous des dehors placides, le président de la région Grand Est Franck Leroy (apparenté Horizons) est un redoutable stratège. Avant la venue à Strasbourg du président de la République pour la signature du contrat triennal le 26 avril, lui et sa vice-présidente Valérie Debord (Les Républicains) ont pris leur téléphone et ont appelé parlementaires et élus des grandes villes et agglomérations pour leur proposer de signer deux courriers de soutien à la région Grand

Est.

Les courriers demandent à Emmanuel Macron de s'opposer à toute tentative de redécoupage du périmètre de la grande région, ce qui est le projet politique de Frédéric Bierry, le président de Collectivité européenne d'Alsace (CeA). À Strasbourg, Emmanuel Macron a fermé la porte à un redécoupage de la région mais a proposé des compétences supplémentaires pour la CeA.

Les deux courriers ne vont pas manquer de susciter des

remous ici ou là. La maire de Mulhouse Michèle Lutz, par exemple, le signe quand son premier adjoint Alain Couchot siège dans la majorité de la CeA. Pia Imbs, la présidente (sans étiquette) de l'Eurométropole, qui signe le courrier de soutien à la région, a annoncé ce mercredi sa démission du Mouvement pour l'Alsace (dont l'unique objet est le retour à une région Alsace) dans lequel elle siégeait depuis sa création en 2018 et dont elle a été vice-présidente jusqu'à

l'automne dernier.

« La région Grand Est ne m'a jamais empêchée d'œuvrer pour la culture régionale, un bilan que j'estime tout à fait honorable », affirme-t-elle aujourd'hui. Certains imaginent que sa récente nomination par le gouvernement au conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transports (présidée par Franck Leroy) pourrait être liée à son engagement pour la région.

« C'est faux, je n'ai rien mon-

nayé », se défend-elle.

L'exécutif de la Région avait prévu de dévoiler le contenu et les signataires du second courrier lundi prochain, et ce n'est pas un hasard: C'est la veille de la première réunion de négociations entre Franck Leroy et Frédéric Bierry sur un éventuel transfert de compétences nouvelles. Elle doit avoir lieu mardi matin en préfecture à Strasbourg, sous la présidence de la préfète de région, Frédéric Bierry entre dans cette phase

de négociations de 30 jours avec une pression considérable sur les épaules. Car si Unser Land minimise l'impact du courrier des maires - 7 sur 880 maires alsaciens dit le parti autonomiste, du côté de la Région, on parle de présidents d'intercommunalités représentant « près d'un million d'habitants ».

La lutte d'influence entre CeA et Région dans la perspective de la future loi de décentralisation est à son paroxysme.

● O.C.